

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 13/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses
41170 Cormenon

Références : 2024-0162-VAT20240082
Code AIOT : 0010001766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2024 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 Cormenon. L'inspection a été annoncée le 02/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- classement rubriques SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection | Proposition de délais ⁽¹⁾ |
|----|--|---|---|--------------------------------------|
| 1 | Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne | Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1 | Poursuite de l'astreinte et Liquidation partielle d'astreinte | 2 mois |
| 2 | Réseau de surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 4 | Rapport de surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 6 | Gestion des | Arrêté Préfectoral du | Demande de justificatif à | 2 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection | Proposition de délais ⁽¹⁾ |
|----|---------------------------|---|---|--------------------------------------|
| | pollutions – secteur sud | 07/03/2023, article 2.1 | l'exploitant | |
| 11 | Rubrique 4110.1 | Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 13 | Rubrique 4441 | Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 14 | Rubrique 4130 | Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 16 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.4 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 3 | Fréquence et paramètres suivi dans les eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1 | Sans objet |
| 5 | Protection des forages et piézomètres | Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1 | Sans objet |
| 7 | Exemption par réduction antérieure du prélèvement | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3-2° | Sans objet |
| 8 | Stockage des déchets | Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 3.3.4 | Sans objet |
| 9 | Etat des matières stockées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 | Sans objet |
| 10 | Rubrique 4140.2 | Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 | Sans objet |
| 12 | Rubrique 4110.2 | Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 | Sans objet |
| 15 | Rubrique 4510 | Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 | Sans objet |
| 17 | Prévention du risque incendie | Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.7.1.5 | Sans objet |
| 18 | Analyse PFAS | Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis » (en référence aux tableaux de l'article 3.1.6.3.1b de l'AP du 3 octobre 2005 modifié) |
| Constats : Mise en conformité demandée par AP de Mise en Demeure du 01/10/2018 (article 1) avec un délai accordé de 8 mois à compter de la notification de l'APMED. Le non-respect de cette prescription fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 25/05/2022. Constats réalisés lors de la visite du 12/02/2024 sur la base des éléments mis à la disposition de l'inspection suivants : Autosurveillance externe : Rapport SGS de juillet 2023 à décembre 2023 Autosurveillance interne : Rapport SYPAC d'analyse hebdomadaire 2023 Semaines 29 à 51 et tableau de suivi d'autosurveillance interne journalière. Les VLE en concentration ne sont pas respectées quotidiennement depuis le 25/07/2023 (date de la dernière visite d'inspection sur le même sujet) sur un ou plusieurs paramètres, notamment : Fer : 202 jours de dépassements de VLE à 0.1 mg/L, avec un maximum à 3,67 mg/L MES : 122 jours de dépassements de VLE à 10 mg/L, avec un maximum à 110 mg/L DCO : dépassement quasi quotidien de VLE à 100 mg/L, avec un maximum à 289 mg/L [Pdc n° 1] : Les VLE des rejets aqueux en concentration et en flux ne sont pas respectées, notamment pour les paramètres suivants : fer, MES et DCO. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Astreinte à poursuivre et liquidation partielle |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres |
| Prescription contrôlée : Le réseau de surveillance des eaux souterraines est constitué a minima de 6 piézomètres existants et de deux forages repérés en annexe I du présent arrêté, dénommés ouvrages de surveillance des eaux souterraines et répartis de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• 6 piézomètres à minima, utilisés lors des campagnes de surveillance et permettant d'assurer une surveillance de la nappe du Cénomanien – Albien en relation hydraulique avec la nappe des alluvions de la Braye et de ses affluents. Ces piézomètres sont dénommés « Pz n°1 », « Pz n°2 », « Pz n°3 », « Pz n°4 », « Pz n°5 » et « Pz n°6 » ;• 2 forages, dont un seul est utilisé lors des campagnes de surveillance, captant la nappe du Cénomanien. Ces forages sont dénommés « F1 » et « F2 » ; [...] Les piézomètres sont surveillés et entretenus de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface par des dispositifs adaptés. Ils sont protégés efficacement pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eaux de ruissellement et de chocs en surface ; ils sont régulièrement entretenus. |
| Constats : Constat VI du 25/07/2023 : La surveillance des eaux souterraines n'est pas réalisée sur l'ensemble des ouvrages prévu par l'arrêté préfectoral, pour ce qui concerne notamment les forages. L'exploitant transmettra le rapport de comblement du piézomètre Pz1. |

| |
|--|
| <p>Constats réalisés lors de la visite du 12/02/2024 : L'exploitant a transmis le rapport de comblement du piézomètre Pz1 qui n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique que des prélèvements et analyses des eaux souterraines ont été réalisés le 25/01/2024 dans les 2 forages et qu'il est en attente du rapport correspondant.</p> <p>[Pdc n° 2] : L'exploitant transmettra le rapport d'analyses des eaux souterraines correspondant au prélèvement réalisé le 25/01/2024.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 2] formulé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : Fréquence et paramètres suivi dans les eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et paramètres de suivi des eaux souterraines |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une fréquence au moins semestrielle, en période de hautes et basses eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraine au niveau de chacun des ouvrages de surveillance des eaux souterraines mis en place. Le sens d'écoulement de la nappe est établi, à chaque campagne d'analyses, au regard des relevés piézométriques réalisés sur chaque ouvrage de surveillance des eaux souterraines. [...] Les paramètres surveillés sont : Cf tableau APC</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat VI du 25/07/2023 : Les analyses de surveillance des eaux souterraines ne portent pas sur la totalité des paramètres prévus par l'arrêté préfectoral (les paramètres cuivre, chrome trivalent, chrome total et oxygène dissous ne sont pas analysés dans les eaux des piézomètres).</p> <p>Constats réalisés lors de la visite du 12/02/2024 : L'inspection a pu consulter le rapport de surveillance réalisé le 3 octobre 2023 par SGS. : l'ensemble des paramètres prescrits par l'arrêté préfectoral a bien été analysé.</p> <p>[Pdc n° 3] : Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection et le constat du 25/07/2023 est levé.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Rapport de surveillance des eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rapport |
| <p>Prescription contrôlée : Un rapport contenant les résultats d'analyses est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception. La comparaison des valeurs mesurées est effectuée et Les anomalies constatées sont mises en évidence et font l'objet d'un commentaire par l'exploitant. Le rapport doit présenter le modèle de fonctionnement du site en soulignant les points clés qui doivent être vérifiés par la surveillance. Le rapport doit présenter le dispositif de surveillance</p> |

| |
|---|
| <p>(réseau de piézomètre et de forage, cibles à protéger, le ou les sens d'écoulement de la nappe,...), notamment une carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe souterraine, établies à partir des relevés des niveaux piézométriques côtés NGF des ouvrages de surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Pour chaque ouvrage de surveillance des eaux souterraines, l'évolution temporelle des résultats d'analyse est présentée sous forme de graphiques.</p> <p>[...]</p> <p>La société AALBERTS (ex DEC) est tenue de présenter un bilan quadriennal des résultats de ce programme de surveillance accompagné de tout commentaire utile à leur compréhension et indiquant les évolutions constatées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat VI du 25/07/2023 : : Les rapports ne font pas figurer de carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe et ils ne présentent pas l'évolution temporelle des résultats d'analyse sous forme graphique pour chaque ouvrage de surveillance.</p> <p>Constats réalisés lors de la visite du 12/02/2024 :</p> <p>L'inspection a consulté le rapport SGS du prélèvement du 03/10/2023. Celui-ci ne fait pas figurer de carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe et il ne présente pas l'évolution temporelle des résultats d'analyse sous forme graphique pour chaque ouvrage de surveillance. Le constat du 25/07/2023 est reconduit.</p> <p>De plus, le rapport du bilan quadriennal n'a pas été transmis.</p> <p>[Pdc n° 4] : Les rapports ne font pas figurer de carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe et ils ne présentent pas l'évolution temporelle des résultats d'analyse sous forme graphique pour chaque ouvrage de surveillance. L'exploitant transmettra également le rapport de bilan quadriennal.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 4] formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 5 : Protection des forages et piézomètres

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des piézomètres</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les piézomètres sont surveillés et entretenus de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface par des dispositifs adaptés. Ils sont protégés efficacement pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eaux de ruissellement et de chocs en surface ; ils sont régulièrement entretenus.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat VI du 25/07/2023 : Tous les piézomètres ne sont pas protégés de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines.</p> <p>Lors de la visite du site, le 12/02/2024, il a été constaté que l'ensemble des piézomètres sont fermés et protégés par un cadenas.</p> <p>[Pdc n° 5] : le constat du 25/07/2023 est levé.</p> |

N° 6 : Gestion des pollutions – secteur sud

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Analyse de l'état des milieux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution de son site et sur les milieux, la société AALBERTS (ex DEC) réalise un diagnostic environnemental et un état des lieux du site et de ses environs immédiats comportant à un minima les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une étude documentaire du site et de son environnement (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques...); • une étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution permettant de préciser, notamment, les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteints ; • Des campagnes de mesures sur le terrain (sur site et hors site), visant à déterminer la nature et la teneur en polluants dans les milieux et l'extension des zones impactées, complété en tant que de besoin par des modélisations. La société AALBERTS (ex DEC) proposera dans un document intermédiaire un programme d'investigations complémentaires à réaliser. Ce document précisera et justifiera notamment le nombre et les caractéristiques (profondeur, nappe captée, localisation,...) des nouveaux piézomètres à mettre en place et des prélèvements de sol, le cas échéant. <p>Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat VI du 25/07/2023 : Le rapport de diagnostic environnemental et d'état des lieux du site et de ses environs immédiats n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le rapport a été transmis à la DREAL le 27/11/2023 et une réunion d'échange à ce sujet a eu lieu le 11/01/2024.</p> <p>L'inspection reste néanmoins dans l'attente de la transmission du compte-rendu de la réunion du 11/01/2024.</p> <p>[Pdc n° 6] : L'exploitant transmettra le compte-rendu de la réunion du 11/01/2024.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 6] formulé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 7 : Exemption par réduction antérieure du prélèvement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3-2° |
| Thème(s) : Autre, Exemption |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>2o Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018;</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat Vi du 25/07/2023 : L'exploitant a réduit son prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, il est donc exempté de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 à ce titre,</p> |

| |
|--|
| <p>sous réserve de la transmission des documents justificatifs.</p> <p>Constats réalisés lors de la visite du 12/02/2024 : L'exploitant a transmis les éléments permettant de justifier d'une réduction de son prélèvement d'eau d'au moins 20% depuis le 1er janvier 2028.</p> <p>[Pdc n° 7] : L'exploitant est exonéré des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Stockage des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 3.3.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| <p>Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Toutes précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dépôts soient en état constant de propreté • les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet • les déchets conditionnés en emballages ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs et soient stockés dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. • En particulier, les aires d'entreposage provisoire de déchets dangereux sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. |
| <p>Constats :</p> <p>Constat VI du 25/07/2023 : : Un GRV stocké dans la zone tampon de stockage des déchets présente un risque de pollution.</p> <p>Lors de la visite du site du 12/02/2024, il a été constaté que le GRV stocké dans la zone tampon de stockage des déchets et présentant un risque de pollution a été enlevé.</p> <p>[Pdc n° 8] : le constat du 25/07/2023 est levé.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Etat des matières stockées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées |
| <p>Prescription contrôlée : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques. [...]</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> |

| |
|--|
| <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat VI du 24/01/2023 : L'état des stocks ne permet pas de servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état ne permet pas de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, réellement présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. L'état des stocks ne permet pas de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>Constat du 12/02/2024 : L'exploitant possède un tableau de recensement des produits dangereux susceptibles d'être présents dans son établissement. Ce tableau fait un état des stocks par bâtiment, par chaîne de traitement et par produits présents dans les cuves. Pour chaque produit il est indiqué le composant classable au titre des ICPE, la rubrique qui classe le produit, la quantité, les dangers et les phrases de risques.</p> <p>L'état des stocks permet de connaître la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets, présents réellement au sein de chaque zone d'activités ou de stockage de l'établissement.</p> <p>[Pdc n° 9] : l'état des stocks présenté répond aux prescriptions réglementaires. Le constat du 24/01/2023 est levé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Rubrique 4140.2

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 4140.2 Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t – régime NC.</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,15t</p> |
| Constats : |

| |
|---|
| <p>Constat VI du 24/01/2023 : L'exploitant justifiera la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4140.2 présents dans l'établissement et régularisera sa situation administrative le cas échéant.</p> <p>Dans l'état des stocks présenté le 12/02/2024, il ne figure pas de produits stockés classés sous la rubrique 4140.2.</p> <p>[Pdc n° 10]: le constat du 24/01/2023 est levé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : Rubrique 4110.1

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Rubrique 4110.1 : Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t (DC) Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,29 t</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'état des stocks présenté fait état d'une quantité de produits stockés au titre de la rubrique 4110.1 de 0,3407t alors que l'établissement est autorisé pour une quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation de 0,29 t.</p> <p>[Pdc n° 11] : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4110.1. L'exploitant devra s'assurer qu'il respecte la quantité totale autorisée, susceptible d'être présente dans l'installation au titre de la rubrique 4110.1 ou demander une modification de quantité totale autorisée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 11] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 12 : Rubrique 4110.2

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Rubrique 4110.2 - Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg – régime A Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 11,05 t</p> |
| <p>Constats :</p> |

| |
|---|
| <p>Constat VI du 24/01/2023 : L'exploitant justifiera la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4110.2 présents dans l'établissement et régularisera sa situation administrative le cas échéant.</p> <p>Constats réalisés lors de la visite du 12/02/2024 : Dans l'état des stocks présenté, l'établissement justifie d'une quantité totale de produits stockés au titre de la rubrique 4110.2 de 1,12 tonnes, soit en dessous de la quantité totale autorisée au titre de cette rubrique.</p> <p>[Pdc n° 12] : le constat du 24/01/2023 est levé.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Rubrique 4441

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO |
| <p>Prescription contrôlée : Rubrique 4441 : Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2t (NC) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,15 t.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'état des stocks présenté fait état d'une quantité totale de produits stockés au titre de la rubrique 4441 de 14,41 tonnes, soit très au-dessus de la quantité totale autorisée au titre de cette rubrique et au-dessus du seuil de la déclaration (seuil de la déclaration : entre 2 et 50t). L'exploitant est donc en défaut de déclaration au titre de la rubrique 4441.</p> <p>L'exploitant indique que parmi les produits entrant dans le classement de cette rubrique figure l'hypochlorite de sodium (9,24t), contenu dans une cuve pour le fonctionnement de la station de traitement des effluents.</p> <p>[Pdc n° 13] : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4441. L'exploitant doit s'assurer de respecter la quantité maximale autorisée au titre de la rubrique 4441 ou procéder à une demande de modification des quantités totales autorisées au titre de cette rubrique, au préfet, avec l'ensemble des éléments d'appréciation.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 13] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 14 : Rubrique 4130

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO |
| <p>Prescription contrôlée : Rubrique 4130 : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t</p> |

| |
|--|
| b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t |
| <p>Constats :</p> <p>L'état des stocks présenté fait état d'une quantité totale de produits stockés au titre de la rubrique 4130 de 59,65 tonnes, soit très au-dessus de la quantité totale autorisée au titre de cette rubrique (18,5t).</p> <p>Cette quantité est également supérieure au seuil de classement SEVESO bas (50tonnes). L'établissement rentrerait donc le classement SEVESO bas par dépassement direct (à noter qu'il l'est aujourd'hui par cumul). Selon les calcul de classement SEVESO, l'exploitant ne serait pas classé SEVESO seuil haut, même en tenant compte du reclassement de l'acide nitrique.</p> <p>Il est à noter que parmi cette quantité figurent 41,28 t d'acide nitrique.</p> <p>A noter que la quinzième adaptation au progrès technique contenant la nouvelle proposition de classification harmonisée de l'acide nitrique a mis à jour l'annexe VI du règlement CLP. Cette mise à jour est applicable depuis le 1er mars 2022.</p> <p>A ce titre, la classification harmonisée de l'acide nitrique dépend de la concentration. Pour une concentration $\leq 70\%$, ce qui est le cas des produits stockés et utilisés dans l'établissement, l'acide nitrique avec une mention de danger H331 rentre dans le classement au titre de la rubrique 4130.</p> <p>[Pdc n° 14] : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4130. L'exploitant doit demander la régularisation des quantités autorisées, stockées au titre de la rubrique 4130, notamment du fait du reclassement de l'acide nitrique. Il justifiera des quantités d'acide nitrique stockés avant et après le reclassement du produit.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 14] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 15 : Rubrique 4510

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 4510 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 1 et chronique 1.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t (NC).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 17.6 t.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat VI du 24/01/2023 : L'exploitant justifiera la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4510 présents dans l'établissement et régularisera sa situation administrative le cas échéant.</p> <p>Constats réalisés lors de la visite du 12/02/2024 :</p> <p>Dans l'état des stocks présenté, l'établissement justifie d'une quantité totale de produits stockés au titre de la rubrique 4510 de 16,69 tonnes, soit en dessous de la quantité totale autorisée au titre de cette rubrique.</p> <p>[Pdc n° 15] : le constat du 24/01/2023 est levé.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des installations |
| Prescription contrôlée : [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs. [...] |
| Constats : Le rapport de vérification périodique des installations électriques, réalisé par Bureau veritas pour une intervention du 10/07/2023 au 12/07/2023 fait état de 39 observations dont 6 qui peuvent entraîner un risque d'incendie et d'explosion. L'exploitant a présenté les éléments permettant de justifier que ces 6 observations ont été levées en priorité. Il a également engagé les actions pour lever les autres observations, dont environ 1/3 sont aujourd'hui levées. [Pdc n° 16] : L'exploitant procédera à la mise en conformité des observations relevées dans le rapport de vérification des installations électriques. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 16] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 17 : Prévention du risque incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.7.1.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers. Le débit et la pression du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement. La ressource en eau peut être constituée : <ul style="list-style-type: none">- soit par les moyens propres au site- soit par une ressource extérieure à l'établissement. L'exploitant dispose d'une réserve incendie dont la capacité minimale est d'au moins 15000 m3. Il doit garantir les possibilités d'aspiration dans cette réserve incendie en toutes circonstances. La plate-forme d'aspiration associée à cette réserve incendie doit être dotée d'un éclairage fixe afin de faciliter l'intervention des secours. Il doit être en mesure de fournir à l'inspection des installations classées la démonstration de cette disponibilité. |
| Constats : |

| |
|--|
| <p>Il a été constaté la présence de la réserve en eau d'incendie sur le site, dont la capacité est d'au moins 15 000 m3.</p> <p>Il s'agit d'un étang présent sur le site et qui s'alimente naturellement par un cours d'eau.</p> <p>La plateforme d'aspiration associée à cette réserve est dégagée et bien délimitée.</p> <p>[Pdc n° 17] : Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 18 : Analyse PFAS

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Campagne d'analyse</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur:</p> <p>1o L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;</p> <p>2o L'analyse de chacune des substances suivantes :</p> <p>cf tableau AM</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à la réalisation de 2 campagnes d'analyse des PFAS conformément à l'arrêté du 23/06/2023 : une le 29/11/2023 et une le 01/02/2024.</p> <p>Les résultats de la campagne de novembre ont été renseignés dans l'outil GIDAF. Les concentrations sont inférieures aux limites de détection.</p> <p>[Pdc n° 18] : Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |